



**Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques de Dakar**  
*Organisation Internationale Non Gouvernementale à vocation académique  
reconnue par l'État du Sénégal Agrément définitif N° Repsen/Ensup P/AD/004-2016*

## **CONTRIBUTION DU CEDS DE DAKAR À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE**

**« L'Afrique face aux défis de stabilité, d'intégration et de souveraineté : pour une  
lecture refondatrice des crises africaines »**

### **PROLOGOMÈNES : SORTIR DU FAUX DIAGNOSTIC**

Depuis son installation au Sénégal en décembre 1999, le CEDS de Dakar et ses auditeurs n'ont eu de cesse à réfléchir sur la problématique de la sécurité, de l'intégration et de la souveraineté en Afrique, dans la quasi-totalité des forums. Pour quel résultat ?

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut désormais franchir un cap décisif et assumer une thèse beaucoup plus profonde, beaucoup plus rigoureuse, même si elle doit être dérangeante : l'instabilité africaine n'est pas seulement une crise inhérente au terrorisme ou à l'extrémisme violent, ni même une simple crise de gouvernance ; elle est fondamentalement une crise de l'État, de sa forme, de sa logique, de ses références, de son imaginaire et de son mode de reproduction.

Autrement dit, le terrorisme, l'extrémisme violent, les rébellions armées, les fractures communautaires, la dépendance économique, la fragilité stratégique, la fascination pour l'extérieur et même la dévalorisation des savoirs produits localement ne sont pas les causes premières du problème africain.

Ils en sont les symptômes, parfois spectaculaires, parfois tragiques, mais toujours révélateurs d'une inadéquation structurelle plus profonde.

Aussi pourrions-nous affirmer, sans risque, qu'une des plus grandes faiblesses de la réflexion stratégique sur l'Afrique tient au fait qu'elle se trompe souvent d'objet. Elle prend les effets pour les causes, les manifestations pour les fondements, les crises visibles pour les fractures structurelles invisibles qui les produisent.

Ainsi, lorsque l'on parle du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest, de la Corne de l'Afrique ou de certaines zones d'Afrique centrale, le terrorisme, l'extrémisme violent, les trafics transnationaux, la conflictualité communautaire, la criminalité armée ou les coups d'État sont généralement présentés comme les principales causes de l'instabilité.

Une telle lecture, si elle n'est pas totalement fautive, demeure cependant insuffisante et parfois même trompeuse.

Car ce que l'on appelle aujourd'hui terrorisme ou extrémisme violent ne prospère pas dans le vide. Ces phénomènes émergent se diffusent et se consolident dans des espaces où l'État ne parvient plus à incarner une autorité légitime, protectrice, intelligible et enracinée. Ils se développent là où l'ordre politique ne convainc plus, où la promesse publique ne tient plus, où la distance entre les institutions et les sociétés devient si grande que d'autres offres d'ordre, d'identité, de justice ou de protection apparaissent, y compris les plus violentes.

C'est pourquoi le CEDS de Dakar soutient ici une thèse centrale : la crise africaine est d'abord celle d'États devenus, dans bien des cas, inadéquats aux sociétés qu'ils prétendent gouverner, inadaptés aux territoires qu'ils administrent, dépendants des pensées qu'ils importent et parfois étrangers aux imaginaires collectifs qu'ils devraient représenter.

## **I. LE TERRORISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT : NON DES CAUSES PREMIÈRES, MAIS LES SYMPTÔMES D'UN ÉTAT INADÉQUAT**

Il est devenu presque habituel d'expliquer l'instabilité du Sahel par le terrorisme. Mais une lecture plus profonde oblige à inverser le raisonnement. Ce n'est pas le terrorisme qui produit d'abord la crise de l'État ; c'est la crise de l'État, par ses causes internes et externes, qui ouvre au terrorisme des espaces d'enracinement, de circulation, d'influence et de substitution.

Lorsque des groupes armés parviennent à s'implanter durablement dans certaines zones, cela signifie rarement qu'ils y sont arrivés par la seule force de leurs armes. Cela signifie plus profondément qu'ils ont trouvé des territoires où l'État était déjà affaibli dans sa présence, contesté dans sa légitimité, imprécis dans sa mission et parfois discrédité dans sa parole.

Là où l'État n'apparaît plus comme un protecteur crédible, une justice accessible, un arbitre reconnu ou un cadre d'élévation collective, d'autres acteurs occupent le terrain car la nature a horreur du vide.

Le terrorisme n'est donc pas seulement une entreprise de destruction. Il est aussi, dans certains contextes, une captation opportuniste de toutes les défaillances accumulées : défaillance territoriale, défaillance éducative, défaillance sociale, défaillance symbolique, défaillance sécuritaire et défaillance intellectuelle.

Il profite des marges abandonnées, des jeunesses désorientées, des communautés humiliées, des économies périphériques négligées et des frontières administrées sans vision.

Cela signifie que la réponse purement militaire, si nécessaire soit-elle parfois, ne saurait suffire. Car on ne gagne pas durablement contre une manifestation sans traiter la matrice qui la rend possible. C'est le traitement étiologique, celui qui se fait par la racine du mal.

On peut neutraliser des combattants ; on ne neutralise pas par la seule force les conditions structurelles qui fabriquent sans cesse de nouvelles disponibilités à la violence.

En ce sens, le terrorisme et l'extrémisme violent doivent être appréhendés comme des indicateurs de l'obsolescence partielle de certaines formes d'État en Afrique. Ils sont la preuve brutale qu'un ordre politique officiellement souverain peut, en réalité, ne plus parvenir à produire suffisamment d'autorité légitime, de cohésion nationale, de présence territoriale et de sens collectif.

## **II. L'ÉTAT AFRICAIN EN CRISE : UNE FORME POLITIQUE SOUVENT IMPORTÉE, CENTRALISÉE ET SOCIOLOGIQUEMENT INACHEVÉE**

Le drame de nombreux États africains n'est pas seulement qu'ils soient faibles. C'est qu'ils ont souvent été construits, reproduits ou maintenus dans une logique de décalage durable avec les réalités profondes des sociétés africaines.

Leur architecture institutionnelle, leurs mécanismes administratifs, leur culture décisionnelle, leur langage juridique et parfois même leur rapport au territoire procèdent largement d'un héritage exogène.

Cet héritage n'est pas en soi totalement illégitime ; aucune société moderne ne se construit hors de toute circulation d'idées. Le problème naît lorsque l'emprunt se transforme en dépendance, lorsque l'adaptation se fige en imitation, lorsque le modèle importé cesse d'être un outil pour devenir une norme quasi sacrée, même lorsqu'il ne fonctionne pas.

C'est ainsi que beaucoup d'États africains apparaissent encore comme des appareils centralisés administrant de manière verticale des sociétés qui, elles, restent profondément réticulaires, territorialisées, pluralistes dans leurs légitimités, complexes dans leurs médiations et fortement enracinées dans des structures de proximité. C'est le cas de la société acéphale casamançaise.

L'État officiel parle souvent dans un langage inintelligible que la société ne s'approprie pas complètement ; la société, elle, continue à vivre selon des codes, des hiérarchies morales, des autorités coutumières, religieuses, communautaires ou territoriales que l'État tolère parfois, instrumentalise souvent, mais intègre rarement de manière cohérente.

C'est dans cette faille entre l'État formel et la société réelle, souvent entretenue par des mécanismes géopolitiques savamment orchestrés, que se loge une grande partie de l'instabilité africaine. Ce n'est pas seulement une faille institutionnelle ; c'est une faille de sens. Lorsque l'État n'incarne plus suffisamment l'histoire longue, la mémoire collective, les ressorts culturels et les attentes concrètes de ses peuples, il devient vulnérable.

Il continue d'exister juridiquement, diplomatiquement, budgétairement même, mais il s'effrite politiquement, symboliquement et imperceptiblement.

### **III. L'INSÉCURITÉ N'EST PAS SEULEMENT L'ABSENCE D'ORDRE ; ELLE EST LE PRODUIT D'UNE CRISE DE LÉGITIMITÉ**

Il faut aller plus loin encore : la sécurité ne peut pas être pensée seulement comme un problème d'effectifs, d'équipements ou d'opérations sécuritaires.

Elle est d'abord une question de légitimité politique, de cohésion nationale et de crédibilité de l'État qui peut disposer d'une armée, d'une gendarmerie, d'une police, de services de renseignement, d'un cadre légal et d'un soutien extérieur conséquent, tout en demeurant structurellement fragile si les populations ne le perçoivent plus comme juste, protecteur et proche.

À l'inverse, un État qui retisse profondément le lien avec ses territoires, ses communautés et ses forces morales restaure plus facilement les conditions d'une sécurité durable.

C'est pourquoi la sécurité doit être repensée comme un continuum articulant défense, renseignement, justice, administration territoriale, économie, école, société civile, autorités religieuses, légitimités coutumières et projet national.

Dès lors, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ne doit plus relever exclusivement d'une logique de contre-insurrection héritée de la colonisation ; elle doit devenir une politique de refondation de l'autorité publique.

La vraie question n'est donc pas seulement de savoir comment vaincre les groupes violents. La vraie question est celle de savoir pourquoi ils trouvent encore des espaces humains, psychologiques, sociaux, territoriaux et politiques pour prospérer. Tant que cette question ne sera pas posée avec lucidité, les réponses demeureront fragmentaires.

### **IV. L'INTÉGRATION AFRICAINE : UN PROJET TROP SOUVENT MIMÉTIQUE, INSUFFISAMMENT ENRACINÉ**

Cette critique vaut également pour l'intégration africaine. Depuis des décennies, l'Afrique parle d'unité, de marché commun, de libre circulation, d'harmonisation institutionnelle, d'intégration économique et parfois même d'intégration politique.

Mais le cadre conceptuel dans lequel cette ambition a été pensée demeure souvent mimétique.

Le continent a parfois donné l'impression de vouloir reproduire l'expérience européenne sans toujours prendre acte du fait que l'Europe s'est intégrée à partir d'États préalablement consolidés, d'économies industrialisées, de systèmes administratifs robustes et d'un certain type de compromis historique.

L'Afrique, elle, tente souvent de s'intégrer alors même que plusieurs de ses États demeurent institutionnellement inachevés, économiquement extravertis, sécuritairement vulnérables et intellectuellement dépendants.

Le résultat est une intégration plus proclamée que vécue, plus institutionnelle que fonctionnelle, plus normative que stratégique. Les textes sont nombreux, les sommets fréquents, les organisations abondantes, mais les solidarités réelles demeurent hésitantes.

Le continent se dote d'instruments d'intégration sans toujours avoir bâti les conditions endogènes qui leur permettraient de produire leurs effets.

L'Afrique gagnerait davantage à penser son intégration à partir de ses propres réalités : espaces transfrontaliers vécus, solidarités culturelles, complémentarités écologiques, corridors commerciaux réels, bassins de sécurité communs, héritages linguistiques partagés, proximités historiques, chaînes de valeur territorialisées.

L'intégration africaine ne doit pas être la copie pâle d'une trajectoire extérieure ; elle doit être l'expression organisée d'une réalité africaine repensée de l'intérieur. La jeunesse a un grand rôle à y jouer ; par l'éducation, elle développe le sentiment panafricaniste ; par la mobilité scolaire et universitaire, elle découvre les réalités du continent. L'intégration africaine appelle donc un renversement de perspective, d'une approche descendante (*top-down*) à une approche ascendante (*bottom-up*).

## **V. LA SOUVERAINETÉ AFRICAINE ENTRAVÉE PAR UNE ALIÉNATION INTELLECTUELLE ET SYMBOLIQUE**

La question de la souveraineté mérite elle aussi d'être repensée avec plus de radicalité. En Afrique, le débat sur la souveraineté est souvent réduit à des thèmes visibles : présence militaire étrangère, dépendance monétaire, extraversion linguistique, endettement, influence diplomatique, contrôle des ressources. Ces dimensions sont essentielles, mais elles n'épuisent pas la problématique.

La souveraineté n'est pas seulement militaire, économique ou juridique. Elle est aussi intellectuelle, normative, académique, culturelle et psychologique.

Un continent qui pense majoritairement avec les concepts des autres, qui valide prioritairement les expertises venues d'ailleurs, qui valorise davantage les produits extérieurs que ses propres productions, qui légitime plus spontanément les diplômes étrangers que ses propres formations, est un continent dont la souveraineté demeure inachevée, même lorsqu'il proclame son indépendance.

Cette réalité est visible dans de nombreux domaines.

Trop souvent, l'idée venue de l'extérieur bénéficie d'un prestige supérieur à l'idée conçue localement.

Trop souvent, l'expertise internationale est perçue comme plus sérieuse que l'expertise africaine.

Trop souvent, les décideurs, les familles, les administrations, les médias et parfois les universités elles-mêmes contribuent à entretenir l'idée selon laquelle l'excellence serait ailleurs et l'appoint ici.

Une telle posture détruit silencieusement, insidieusement, pernicieusement la confiance stratégique des nations en elles-mêmes. Or aucun peuple ne peut devenir pleinement souverain s'il doute structurellement de sa propre capacité à produire de la pensée, de la norme, de la science, de la doctrine, de l'innovation et de la qualité.

Ainsi, l'Afrique doit décoloniser sa pensée (Ngugi wa Th'iongo), produire sa propre pensée (Cheikh Anta Diop) et amorcer son développement clé en tête, pour ne pas s'asseoir éternellement sur la natte des autres (Joseph Ki Zerbo).

## **VI. LA CRISE UNIVERSITAIRE COMME MIROIR DE LA CRISE DE SOUVERAINETÉ, D'AUTENTICITE, D'ENDOGENEITE**

L'université africaine occupe ici une place décisive. Car c'est en son sein que se forge ou se délite la souveraineté intellectuelle des peuples.

Pourtant, dans nombre de pays africains, l'université reste enfermée dans une contradiction profonde : elle est censée former des élites nationales tout en contribuant parfois à la dévalorisation implicite des capacités nationales.

Lorsque les meilleurs étudiants sont constamment incités à considérer que leur véritable accomplissement réside prioritairement dans un départ vers l'extérieur ; lorsque les formations étrangères sont promues avec plus d'énergie que les programmes locaux ; lorsque les institutions africaines elles-mêmes reproduisent une hiérarchie mentale où le sceau extérieur vaut validation ultime ; lorsque l'espace universitaire local ne devient pas le lieu principal de production de doctrine, de critique, d'innovation et de référence ; alors, la nation se prive de l'un de ses instruments majeurs de refondation souveraine.

Il ne s'agit pas ici de rejeter l'anathème sur l'internationalisation, la mobilité ou les partenariats extérieurs. Le problème n'est pas l'ouverture. Le problème est la subordination mentale. Un système universitaire souverain est un système capable de dialoguer avec le monde sans s'y dissoudre, de coopérer sans se dévaluer, d'accueillir l'expertise extérieure sans renoncer à construire la sienne.

L'Afrique doit donc rompre avec une logique où ses universités seraient principalement des lieux de certification, de reproduction administrative ou de transit vers d'autres espaces de légitimation.

Elles doivent redevenir des centres de production doctrinale, de conceptualisation stratégique, d'invention institutionnelle et de réarmement souverain, intellectuel et scientifique des États.

## **VII. LA PRÉFÉRENCE SYSTÉMIQUE POUR L'EXTÉRIEUR : UNE PATHOLOGIE STRATÉGIQUE, TRAGEDIQUE ET TRAGI-COMIQUE**

Au fond, ce qui traverse la sécurité, l'intégration, la souveraineté et l'université, c'est une même pathologie : la préférence systémique pour l'extérieur, autrement dit, l'extraversion.

Cette préférence ne signifie pas seulement importation de biens ou de modèles. Elle signifie que l'extérieur devient, dans l'imaginaire de la jeunesse, des élites et parfois des sociétés elles-mêmes, la référence naturelle de la qualité, de la rationalité, de la modernité, de l'accomplissement et de la crédibilité.

Dès lors, les solutions africaines sont perçues comme secondes, les savoirs africains comme insuffisants, les produits africains comme moins désirables, les institutions africaines comme moins fiables.

Une telle disposition mentale produit des effets considérables.

Elle fragilise l'économie, désarme la culture stratégique, affaiblit la confiance collective, alimente l'extraversion des politiques publiques et reproduit la dépendance.

Elle empêche surtout l'émergence d'une souveraineté substantielle, c'est-à-dire d'une capacité non seulement à décider, mais à se penser soi-même comme source légitime de décision, de norme et de création.

Cette dépendance cognitive est l'une des formes les plus profondes de l'insécurité africaine, car un peuple qui ne croit plus pleinement en lui-même devient structurellement disponible aux influences, aux prescriptions et aux hiérarchies venues d'ailleurs, au viol de son imaginaire.

## **VIII. POUR UNE REFONDATION SIMULTANÉE DE L'ÉTAT, DE LA SÉCURITÉ, DE L'INTÉGRATION, DE L'UNIVERSITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ**

La grande erreur serait de traiter séparément des problèmes qui relèvent d'une même matrice. Les réponses à ces problèmes reposent sur les cinq postulats :

- Il n'y aura pas de stabilité durable sans refondation de l'État africain.
- L'intégration ne progressera pas sérieusement sans États plus enracinés et plus cohérents.
- La souveraineté restera incomplète sans autonomie intellectuelle.
- L'université demeurera fragile si elle n'est pas replacée au cœur du projet national.

- Et la lutte contre le terrorisme restera défensive tant qu'elle ne sera pas adossée à une reconstruction de la légitimité publique.

Il faut donc penser une refondation simultanée articulée autour de cinq axes.

Le premier consiste à relégitimer l'État en l'adossant davantage aux réalités sociales, territoriales, historiques, spirituelles et culturelles des peuples africains.

Le deuxième consiste à redéfinir la sécurité non comme simple réponse armée, mais comme politique globale de présence, de justice, de proximité, de renseignement, d'éducation, d'inclusion et d'adhésion nationale.

Le troisième consiste à repenser l'intégration africaine à partir des complémentarités réelles du continent et non d'un mimétisme institutionnel.

Le quatrième consiste à réhabiliter la souveraineté intellectuelle et universitaire, en faisant des institutions d'enseignement supérieur et de recherche africaines des centres de référence, d'innovation et d'excellence assumée.

Le cinquième consiste à réorganiser les économies du prestige et de la reconnaissance, afin que les produits, formations, doctrines, expertises et innovations africains cessent d'être spontanément minorés au profit des productions extérieures.

## **IX. CE QUE LE FORUM DE DAKAR DOIT, ENFIN, OSER DIRE**

S'il veut véritablement marquer un tournant historique, le Forum de Dakar doit accepter de poser publiquement des questions que l'on contourne trop souvent :

L'Afrique souffre-t-elle principalement du terrorisme, ou d'États devenus insuffisamment adaptés à leurs propres sociétés ?

L'intégration africaine peut-elle réussir si elle demeure largement pensée dans un cadre mimétique ?

Peut-on parler sérieusement de souveraineté quand les sociétés, les élites et parfois les institutions elles-mêmes valorisent structurellement davantage les références extérieures que les capacités endogènes ?

L'université africaine est-elle aujourd'hui un instrument central de réarmement intellectuel des États, ou demeure-t-elle trop souvent une périphérie académique dans l'ordre mondial du savoir ? L'université est-elle le creuset de la nation et produit-elle un savoir bénéfique pour la société et qui permet aux décideurs de mieux prendre en charge les préoccupations des citoyens ?

Tant que ces questions ne seront pas affrontées, les thèmes de stabilité, d'intégration et de souveraineté risquent de rester des mots puissants, mais insuffisamment transformateurs.

## **CONCLUSION : L'AFRIQUE NE MANQUE PAS D'AVENIR, ELLE MANQUE D'UNE REFONDATION ASSUMÉE**

Le véritable problème africain n'est pas l'absence de diagnostics, ni même l'absence de ressources. Ce qui manque le plus souvent, c'est le courage d'identifier la racine interne et externe des crises.

Or la clé du déracinement des crises se trouve dans la nécessité de refonder l'État, de décoloniser réellement les imaginaires institutionnels, de réhabiliter les savoirs endogènes, de reconstruire la confiance stratégique et de replacer l'université, la pensée et la production locale au cœur de la souveraineté.

Le terrorisme n'est pas la cause première ; il est l'un des révélateurs les plus violents d'un désajustement plus profond. L'extrémisme violent n'est pas l'origine du mal ; il est l'une des formes qu'emprunte la crise lorsqu'un ordre politique n'est plus suffisamment en mesure d'organiser l'autorité, la justice, la protection et l'espérance. La dépendance intellectuelle n'est pas un détail ; elle est l'une des preuves les plus subtiles d'une souveraineté inachevée.

Dès lors, la question n'est plus seulement de savoir quelles solutions durables apporter aux défis de stabilité, d'intégration et de souveraineté.

La vraie question devient celle-ci :

### **L'Afrique est-elle prête à se repenser, à se reconstruire et à se relégitimer à partir d'elle-même ?**

C'est à cette condition seulement que la stabilité cessera d'être précaire, que l'intégration cessera d'être rhétorique, et que la souveraineté cessera d'être proclamée sans être pleinement vécue.

#### **Directeur : Pr Charles MOUMOUNI,**

Professeur titulaire à l'Université LAVAL du Québec (Canada), Professeur associé au CEDS de Dakar, Co-Président de l'Institut Panafricain de gouvernance économique et financière (IPAGEF). Directeur du Laboratoire d'Analyse Géopolitique, de Gouvernance et de Sécurité Internationales (LAGSI) de l'École Doctorale du CEDS de Dakar

#### **Docteur Babacar Socrate DIALLO**

Président du Conseil d'Orientation Stratégique, Directeur Général du CEDS de Dakar, Fondateur de Dakar Science Po, la première grande école panafricaine de science politique

#### **Pr Papa Samba NDIAYE,**

Agrégé de Science politique, Directeur de l'UFR Sciences juridiques et Politiques de l'UGB de Saint-Louis, Directeur du Laboratoire d'Etudes Politiques Internationales et de Diplomatie (LEPID) de l'École Doctorale du CEDS de Dakar, Professeur associé au CEDS de Dakar

#### **Docteur Timothée AMOUSSOU**

Directeur des Études et du Développement du CEDS de Dakar

Directeur Exécutif de l'École Panafricaine d'Intelligence Économique et de Stratégie (EPIES),

*Dakar, le 20 avril 2026*